

p.B. 15. 21. Ho. (8) 9/a

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT  
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN

DER STAATSSSEKRETÄR

Bern, den 17. Oktober 1983

VERTRAULICH

Konsultationen des Staatssekretärs in Ungarn,  
7. - 12. Oktober 1983

An die schweizerischen diplomatischen Vertretungen in:

Brüssel	Belgrad	Stockholm
Sofia	Ottawa	Madrid
Kopenhagen	Luxemburg	Prag
Berlin DDR	Den Haag	Ankara
Bonn	Oslo	Budapest
Helsinki	Wien	Moskau
Paris	Warschau	London
Athen	Lissabon	Washington
Dublin	Bukarest	Tel Aviv
Rom		

- beim Europarat, Strassburg
- bei der Europäischen Gemeinschaft, Brüssel
- bei der UNO, New York
- bei den internationalen Organisationen, Genf
- bei der Europäischen Freihandels-Assoziation und beim GATT, Genf
- bei der UNESCO, Paris
- Herrn Bundespräsident P. Aubert
- Sekretariat Bundespräsident P. Aubert
- Herrn Botschafter E. Diez
- Herrn Botschafter E. Brunner
- Herrn Botschafter F. Muheim
- Herrn Botschafter A. Hugentobler
- Herrn Botschafter J.-P. Ritter
- Herrn Minister J. Failllettaz
- Herrn Minister O. Uhl
- Herrn Minister H. von Arx
- Herrn W. Fetscherin
- Herrn M. Pache
- Herrn R. Weiersmüller
- Herrn P. Hollenweger
- Herrn A. Friedrich
- Herrn Ph. Jaccard
- Fräulein A. Bauty
- Herrn R. Loretan
- Herrn W. Wyttenbach
- Herrn Staatssekretär P. Jolles (BAWI/EVD)
- Herrn Botschafter K. Jacobi (BAWI/EVD)
- Herrn Botschafter C. Sommaruga (BAWI/EVD)
- Herrn Botschafter B. von Tschärner (BAWI/EVD) (vgl. Gespräch
- Herrn Botschafter E. Roethlisberger (BAWI/EVD) Melega)



Sehr geehrte Damen und Herren,

Nach dem Besuch von Ende September in Bulgarien, über den Ihnen unlängst berichtet worden ist, weilte der Unterzeichnete Anfang Oktober nun auch zu politischen Konsultationen in Ungarn. Hauptgesprächspartner war dabei sein ungarischer Kollege János Nagy, Staatssekretär im Aussenministerium. Weitere teils recht substantielle Gespräche ergaben sich ausserdem mit dem Stellvertretenden Ministerpräsidenten Jozsef Marjaj, Aussenminister Dr. Péter Várkonyi, Vize-Aussenminister Ferenc Esztergályos (meinem vormaligen Kollegen in Washington), Vize-Aussenhandelsminister Tibor Melega (dem Partner von Botschafter von Tschärner in der Gemischten Kommission Schweiz-Ungarn gemäss Wirtschaftsabkommen von 1973) und dem Vizepräsidenten der ungarischen Nationalbank János Fekete.

Das Bemühen der ungarischen Seite um eine freundliche, vertrauensvolle Atmosphäre, wobei der "problemlose" Stand unserer gegenseitigen Beziehungen immer wieder betont wurde, war offensichtlich. So wurden beispielsweise die von schweizerischer Seite in den letzten Jahren gegen zwei ungarische Botschaftsfunktionäre ergriffenen Massnahmen, die in Budapest anfänglich viel böses Blut gemacht hatten, mit keiner Silbe berührt. Auch frühere Petita, auf die Ungarn zuvor immer wieder zurückzukommen pflegte (Visalockerung, Abschluss von Rechts-hilfeabkommen etc.), blieben diesmal grösstenteils unerwähnt.

Bemerkenswert auch das sichtliche Bemühen unserer Gesprächspartner, bei jedem geeigneten Anlass auf die zunehmende Bedeutung des wirtschaftlichen Privatsektors hinzuweisen, der zwar gesamt-haft erst rund vier Prozent der Gesamtproduktion ausmacht, aber doch schon mehr als 18 Prozent der Agrarproduktion deckt.

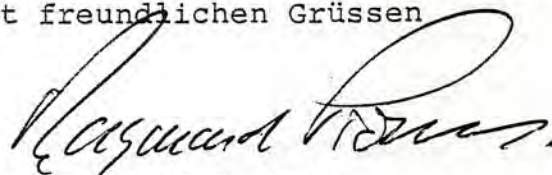
Darüber hinaus betonte namentlich Staatssekretär Nagy mehrmals mit bemerkenswertem Freimut eine gewisse Eigenständigkeit

- 2 -

gegenüber dem "grossen Bruder". Ungarn lege weiterhin Wert auf seine guten Beziehungen zu den westeuropäischen Staaten, auch zu den USA und Kanada. Ohne die Möglichkeiten zu überschätzen, falle doch in jeder der beiden Allianzen einzelnen Staaten die Rolle zu, einen gewissen Einfluss auszuüben, um Kompromisse zu fördern. Ungarn glaube, innerhalb der Warschauer-Paktstaaten gegenwärtig hiefür besonders gut placiert zu sein. So bleibe Budapest ungeachtet des NATO-Doppelbeschlusses und der angedrohten östlichen Gegenmassnahmen im Falle der geplanten westlichen Raketenstationierung fundamental dem Verhandlungsprinzip verbunden. Ungarn habe im übrigen - da es an keinen NATO-Staat grenze - keinerlei solche Gegenmassnahmen angekündigt.

Die beiliegenden Gesprächsnotizen von Herrn Jean-Jacques de Dardel orientieren Sie näher über den Gang der Konsultationen. Die Aufzeichnung über den Gedankenaustausch mit dem Stellvertretenden Ministerpräsidenten stammt ausserdem von Herrn Botschafter Beaujon, der allen Gesprächen beiwohnte und dem, ebenso wie seiner Gemahlin, für die ausgezeichnete Vorbereitung, die liebenswürdige Gastfreundschaft und die grosse Hilfe bestens gedankt sei.

Mit freundlichen Grüessen



(Raymond Probst)

Beilagen



DJ/stb

Procès-verbal des entretiens du  
Secrétaire d'Etat R. Probst avec  
ses interlocuteurs hongrois,  
lors de sa visite à Budapest,

7 - 12 octobre 1983

---

---

Participants:

délégation hongroise:

M. János NAGY, Secrétaire d'Etat  
aux Affaires étrangères

Dr Istvan SZATMARI, Directeur général  
pour la Norvège, la Finlande, la Suède,  
le Danemark et la Suisse

M. CSAZAR, adjoint du Directeur général  
(Ministerialdirektor)

M. HORVATH, collaborateur diplomatique

délégation suisse:

M. Raymond PROBST, Secrétaire d'Etat  
aux Affaires étrangères

M. Robert BEAUJON, Ambassadeur de  
Suisse en R.P. de Hongrie

M. Louis de BATTISTA, conseiller  
d'ambassade

M. Jean-Jacques de DARDEL (procès-verbal)

Lundi 10.10.83, 9h

Entretiens avec le Secrétaire d'Etat aux AE, M. Janos Nagy (N)

---

Après les mots de bienvenue de N, PRO rappelle les bonnes relations entre les deux pays, soulignées par l'échange soutenu de visites de hautes personnalités. La venue du Chef du Département en Hongrie, rendue impossible pendant sa présidence, demeure présente dans nos esprits.

PRO retrace les péripéties des relations est-ouest ainsi que de la conférence de Madrid. Au moment où l'on pensait s'approcher d'une conclusion, les événements d'Afghanistan et de Pologne sont venus enrayer la progression des négociations. Dans l'atmosphère actuelle, c'est un signe encourageant que les participants aient pu déboucher sur un document de substance, représentant l'optimum du possible dans les circonstances données. En ce qui concerne les discussions en cours sur la limitation des armements et des effectifs (START, INF et MBFR), bien qu'elle n'y participe pas, la Suisse est directement intéressée, parce qu'impliquée, à ce qu'un équilibre des forces soit atteint au plus bas niveau possible. Dans ce contexte, notre sécurité demeure basée sur notre neutralité armée.

N soulignant les possibilités de coopération entre la Hongrie et la Suisse, estime que bien que les relations est-ouest soient principalement tributaires des relations entre les Etats-Unis et l'URSS, elles allouent néanmoins un rôle spécifique aux petites nations. Les deux domaines où la Hongrie peut plus particulièrement s'exprimer utilement sont les relations bilatérales entre nations et les questions intéressant la sécurité et la coopération en Europe.



La Hongrie est parvenue à préserver l'essentiel de l'acquis dans ses relations bilatérales, malgré certaines difficultés, également avec ses alliés du Pacte de Varsovie. Ses relations avec l'Europe occidentale sont bonnes, et se développent également de manière satisfaisante avec les Etats-Unis et le Canada. Cela est apparu lors de la récente visite de M. Bush à Budapest, les déclarations malheureuses de ce dernier à Vienne devant être vues sous l'angle de la politique intérieure américaine.

La Hongrie ne se fait pas d'illusions sur son importance dans les questions européennes. Mais, au-delà du rôle N+N, certains pays dans chacune des deux alliances sont amenés à exercer une certaine influence pour rendre les compromis possibles. Vu les circonstances, la Hongrie est actuellement bien placée; en 1956-57, c'étaient les Tchèques qui pouvaient mieux se profiler ...

Certains fruits de la détente demeurent très présents: c'est le cas des relations entre les deux Allemagnes et de la situation de Berlin. De sorte que la Hongrie demeure attachée à l'idée et à la perpétuation de la détente. Lors de la guerre froide, il était impensable que les relations des alliés de l'URSS avec les pays occidentaux se différencient de celles qu'entretenaient les Etats-Unis et l'URSS. Aujourd'hui en revanche, la Hongrie et la Roumanie avant tout, mais aussi la Bulgarie et la RDA, la Pologne même, entretiennent de meilleures relations avec les Etats-Unis que l'URSS. Avec l'augmentation des tensions, il est normal que les membres d'une alliance se rapprochent. Ainsi nous espérons que les tensions actuelles ne durent pas et qu'elles ne remettent pas en question la marge de manoeuvre ("elbow-room") de chacun à l'intérieur des deux alliances.



L'appréciation hongroise du document final de Madrid est tout-à-fait semblable à la suisse: Certes, les événements d'Afghanistan, la double décision de l'OTAN ainsi que d'autres éléments ont grippé les rouages de la négociation. Mais l'on a atteint un document équilibré et de substance, reflétant le maximum possible dans la situation donnée. Les Etats-Unis, selon l'aveu de M. Kampelman, ont dépassé leur réserve première et ont réalisé l'importance du processus de Madrid et des conférences spéciales qui sont prévues avant la rencontre de Vienne. N salue en outre le rôle des N+N à Madrid.

Les Etats participants ont maintenant une obligation morale d'appliquer le document final, nonobstant les priorités qu'ils attribuent à ses différents chapitres. Il en va de même de l'engagement dans chacune des conférences et réunions spécialisées où, sans doute, la Suisse tend à attribuer plus d'importance aux discussions sur les droits de l'homme et les contacts humains, tandis que la Hongrie tend à s'intéresser de plus près à la conférence de Stockholm. Quant aux droits de l'homme, malgré les différences d'interprétation sur leur nature, tous les aspects doivent être abordés, et non seulement ceux qui paraissent mieux convenir à chacun.

D'autre part, et l'exemple du nombre de juifs autorisés à quitter l'URSS le prouve, les contacts humains et la liberté de se déplacer sont fonction de l'état de la détente. En période de tension, il est loisible aux soviétiques de prétendre qu'ils ont moins de demandes de départ à traiter ...

Parmi les conférences à venir, certaines (sur les droits de l'homme et les contacts humains) seront plus difficiles que d'autres (SRPD, forum culturel). La conférence de Stockholm sera particulièrement ardue et longue, et s'étendra vraisemblablement



sur trois ans. Ce n'est pas notre intention de l'allonger, mais nous devons être réalistes quant aux chances d'arriver à brève échéance à une solution équilibrée. Malgré la double décision de l'OTAN et les contremesures annoncées - vous remarquerez que la Hongrie n'en a pas annoncé, vu qu'elle n'a aucun voisin membre de l'alliance atlantique - nous restons fondamentalement attachés au principe des négociations. Si lors des SALT II les experts sont parvenus à comparer le difficilement comparable, on doit espérer qu'il en aille encore de même dans le futur et que les difficultés actuelles d'estimation des forces en présence soient levées.

PRO se réjouit de ce que la Hongrie reconnaisse l'importance primordiale de l'unité culturelle fondamentale de l'Europe. Le processus de Madrid et la position américaine doivent beaucoup à M. Kampelman, qui a su faire comprendre à l'administration américaine l'importance de la conférence. Quant aux INF et START, nos contacts réguliers avec les quatre chefs de délégation nous ont révélé que chacun garde espoir d'aboutir. PRO relève son inquiétude face à la prévision de N que la conférence de Stockholm durerait trois ans. Quant à nous, nous voudrions voir se terminer les travaux de la première phase avant le follow up de Vienne en 1986 afin que les discussions sur le désarmement proprement dit puissent suivre leur cours.

N précise qu'il tient cette confiance de M. Kampelman.

PRO réaffirme la position suisse sur les mesures de confiance: elles doivent lier les parties, être substantielles d'un point de vue militaire et être vérifiables. Nous n'excluons pas, à ce titre, d'envisager à l'instar du CICR dans le domaine humanitaire, la participation d'observateurs suisses aux mesures de vérification, au cas où nous serions sollicités dans ce sens



par toutes les parties. Quant aux conférences spéciales suivant Madrid, tout en admettant qu'il faut se montrer réalistes au sujet de leurs difficultés respectives, nous estimons qu'elles doivent s'équilibrer dans leur ensemble.

Lundi 10.10.83, 14h

PRO            précise que les N+N ne forment pas un bloc. La Suisse se réserve ses particularités et admet ses différences naturelles avec d'autres neutres. Quant au SRPD, notre but est aujourd'hui d'instaurer d'abord des procédures de conciliation. L'arbitrage, plus difficile, ne pourra intervenir qu'à un stade ultérieur. Nous participerons certainement activement au forum culturel à Budapest. Il existe de larges possibilités d'intensifier nos échanges culturels. A ce titre, l'exposition A. Appia actuellement en cours à Budapest, puis dans d'autres villes hongroises, est à mentionner spécialement.

N            ne prétend pas que les N+N forment un bloc, et espère qu'en leur sein, la Suède par exemple ne sera pas découragée de faire ses propres propositions, telles celle du corridor dénucléarisé. La conciliation, quant au SRPD, est la bonne approche. Au stade actuel, un mécanisme obligatoire est prématuré. Passons aux questions internationales:

Moyen Orient. Le problème principal n'est pas de trouver une solution avec ou sans l'URSS, mais bien le fait que la question palestinienne ne sera pas résolue par les accords de Camp David. La situation dans son ensemble est très compliquée, beaucoup y ont des intérêts spécifiques, non seulement Israël, les Etats-Unis, mais aussi la Syrie. L'interrelation entre l'Europe et le Moyen-Orient est réelle, et plus forte qu'en 1967. La guerre Iran-Irak est un gaspillage insensé. Les destructions ont été chiffrées à 30 milliards de dollars, sans compter les vies humaines, qui valent peu dans cette région ... Nos relations



bilatérales avec les pays moyen-orientaux sont normales et avant tout commerciales. Nous n'entretiens en revanche pas de relations diplomatiques avec Israël, et, malgré certaines rumeurs, nous ne comptons nullement reconnaître Israël. Mais à d'autres niveaux que le gouvernemental, nous entretenons avec ce pays quelques relations d'individus ainsi que commerciales. Nous reconnaissons, à l'instar de l'ONU, l'OLP comme représentant du peuple palestinien. Arafat maintiendra-t-il sa position? La question n'est pas primordiale. Indépendamment de son chef et de ses dissensions internes, l'OLP restera le seul représentant légitime des Palestiniens.

PRO            La Suisse est en faveur de frontières sûres et garanties pour Israël, considère que les Palestiniens doivent décider de leur propre sort et s'oppose à tout usage de la force, en particulier du terrorisme. Ceci fut dit à Kaddoumi lors de son passage à Berne. Nous avons été surpris de voir que la résolution finale adoptée par la conférence sur la Palestine tenue à Genève ait été somme toute plus réaliste que nous ne le prévoyions. Cela fait apparaître un certain espoir dans une situation par ailleurs terriblement complexe.

N               rajoute, aux trois principes énoncés par PRO, celui stipulant que les Palestiniens ont droit à une patrie (homeland). Chaque fois que N entend parler des droits de l'homme, il mentionne la question des Palestiniens.

Europe centrale. Jamais les relations entre la Hongrie et ses voisins n'ont été, globalement parlant, aussi bonnes: nous avons de très bonnes relations avec l'Autriche. Celles avec la Yougoslavie, tendues à l'époque de la rivalité Staline-Tito, se sont considérablement améliorées ces dernières trente années. La coopération économique avec les pays du COMECON (surtout CSSR, URSS, Roumanie) est devenue plus difficile ces deux



dernières années. Les termes de l'échange se sont détériorés de 21 % en dix ans - en volume - avec cet espace économique. Malgré cela, l'URSS demeure le partenaire économique principal. La coopération avec la Tchécoslovaquie demeure intense, malgré certains retards plus récents dans des projets communs d'aménagement du Danube, et des difficultés au plan du tourisme, où nous avons dû limiter le nombre d'entrées en provenance du COMECON.

Quant à l'aspect politique, il est faux de penser que le libéralisme économique hongrois se développe au prix d'un strict alignement sur Moscou. S'il est vrai que l'URSS avait quelques réserves quant à notre politique économique, celles-ci ont été levées après que Brejnev eût rappelé l'importance d'étudier les expériences des autres, et après lui Andropov. Les réserves ne subsistent qu'aux niveaux moyens et inférieurs, en Tchécoslovaquie notamment.

Un problème réel nous oppose à la Roumanie au sujet de la minorité hongroise (entre 1,5 et 2,5 millions selon les estimations). Mais nous considérons que le parti communiste roumain doit résoudre seul la question sur la base des principes léninistes sur les minorités. Nous n'acceptons aucun juge extérieur, et ne voulons à ce sujet d'aide ni de l'URSS ni des Etats-Unis.

Nous soutenons la proposition roumaine d'une zone dénucléarisée, comme nous avons soutenu d'autres plans semblables. Nous voudrions que les pays qui n'ont actuellement pas d'armes nucléaires sur leur sol (c'est le cas de la Hongrie) en demeurent exempts, et qu'une réduction du nombre de ces armes intervienne là où elles sont stationnées dans l'OTAN et le Pacte de Varsovie.

Questions bilatérales

PRO remet un aide-mémoire enjoignant la Hongrie de ratifier les protocoles additionnels aux conventions de Genève (annexe),

remet en outre un aide-mémoire concernant deux cas humanitaires (Bekö et Dömötör, réunions de familles).

N se félicitant de nos bonnes relations bilatérales, n'a rien à relever pour le moment. Lors de la visite Marjai à Berne l'année prochaine, les Hongrois se réservent de mentionner d'éventuels problèmes.

PRO souligne l'intérêt suisse de voir la Hongrie participer plus activement à la MUBA à Bâle et le Comptoir suisse de Lausanne. Celui-ci aimerait recevoir la Hongrie en 1984 comme invité d'honneur.

N Au titre des relations consulaires, N sait que la Suisse, se tenant à la Convention de Vienne, n'a pas l'intention de signer un traité consulaire en bonne et due forme. Cependant, N aimerait une réponse au projet d'arrangement soumis en avril 1982 (point que PRO promet de revoir).

N souligne avec énergie le problème de l'accès aux ambassades des réfugiés politiques hongrois se trouvant en Suisse. Il est étrange d'accorder l'asile politique à des porteurs de passeports officiels. Lorsqu'en outre des réfugiés politiques - qui conservent, quant à la Hongrie, leur nationalité hongroise - veulent prendre contact avec leur ambassade à Berne, la police suisse ne doit pas les en empêcher. Tant qu'elle le fait, les Hongrois soulèveront ce problème.



PRO rappelle la législation suisse en matière d'asile. Si des réfugiés, ayant demandé ou obtenu l'asile, cherchent à reprendre contact avec l'ambassade de leur pays d'origine, ils sont passibles d'être déchus de leur statut de réfugié.

N s'exprimant sur les deux cas humanitaires soumis par PRO - déjà connus des autorités hongroises -, précise que dans le cas de Mme Dömötör, il n'y a pas de possibilité, selon les lois en vigueur en Hongrie, de lui accorder un passeport avant juillet 1984. Après cette date, cette possibilité sera examinée.

N mentionne deux cas humanitaires (enlèvement d'enfants) qui préoccupent les Hongrois, priant le MAE suisse d'intervenir auprès des autorités compétentes, ce qui devrait faciliter cette même démarche du côté hongrois. Dans le cas Kovacs le père et l'enfant seraient actuellement dans l'indigence.

PRO connaît ces deux affaires. Les cas où des parents se disputent un enfant sont toujours tragiques et extrêmement difficiles à résoudre. Il en informera néanmoins les autorités suisses compétentes.

\* \* \*

N.B: La discussion sur les questions bilatérales, à l'exemple du reste des entretiens, s'est déroulée avec un évident souci d'éviter toute tension. Il est à noter que les cas d'expulsion de fonctionnaires diplomatiques hongrois de Suisse, la question des visas, celle de traités d'entraide en matière pénale et civile, notamment, n'ont pas été mentionnés par nos partenaires hongrois.

Mardi 11.10.83, 10h

Entretien avec M. Ferenc Esztergályos, Vice-Ministre des AE (E)

---

PRO                    souligne l'atmosphère paisible qui accueille à Genève les différentes négociations sur le désarmement.

E                      regrette que cette même atmosphère ne se retrouve pas dans la rhétorique employée par les Etats-Unis et l'URSS l'un à l'égard de l'autre. Le manque de retenue verbale tend à attiser l'insécurité générale.

PRO                    assure que selon nos contacts avec eux, les négociateurs eux-mêmes ne se laissent pas emporter par la rhétorique, et paraissent se respecter mutuellement.

E                      la perspective des élections et les déclarations faites en fonction de leur politique intérieure pèsent beaucoup sur le langage des Américains. L'exemple des déclarations malhabiles de Bush à Vienne illustre ce fait, et se placent en porte-à-faux avec l'impression qu'il a laissée à Budapest lors de sa venue. Il est à craindre que l'hypothèque des élections paralyse les négociations. En son temps, Kadar avait confié au gouverneur américain Harriman que s'il était plus facile aux Américains de s'entendre avec les Hongrois qu'avec les Soviétiques, c'est que ces derniers n'avaient de leur vie connu qu'un seul régime, alors que les Hongrois pouvaient, vu leurs expériences passées, mieux se mettre à la place de leurs interlocuteurs. Cette remarque vaut aussi, mutatis mutandis, pour les Américains, qui ont de la peine à saisir d'autres points de vue que le leur.

PRO                    remarque que l'on observe une grande similitude dans les réactions des peuples américains et russes (réaction de masse).



E compare Américains et Russes à un homme perché sur un sommet qui, contemplant la vallée, n'en perçoit que les contours. Les petites nations sont comme l'habitant de la vallée: en plus des contours, elles perçoivent les nuances de leur environnement ...

PRO . Il est vrai que l'URSS, vu son passé récent, ressent un besoin particulier de sécurité. Mais elle exagère parfois, et ce besoin trop pressant crée à son tour une insécurité générale.

E estime que les Etats-Unis, par leur attitude prônant l'emploi de la force, créent à leur tour une insécurité. Questionné par PRO sur le déploiement des missiles de l'OTAN, E le considère inévitable à ce stade.

Mardi 11.10.83, 10h45

Entretien avec Dr Péter Várkonyi, Ministre des AE (V)

- V/PRO                    soulignent le bon état de nos relations bilatérales. Abordant les Nations Unies, V exprime la haute estime que la Hongrie porte à l'ONU. Les monologues qui s'y déroulent à l'occasion sont utiles aussi, puisqu'ils permettent aux petits pays de s'exprimer.
- PRO                    se montre certain que la neutralité suisse, si chère à notre peuple, n'aurait pas à souffrir de notre appartenance à l'ONU. La situation ne serait pas différente de ce qu'elle est dans les organisations spécialisées où la Suisse ne cache pas son avis.
- V                    salue le rôle de la Suisse et des N+N à Madrid.
- PRO                    remarque que si l'on n'était pas arrivé à un accord à Madrid, cela aurait été un signe encore plus inquiétant quant à l'état des tensions internationales.
- V                    estime que les tensions entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie tendent à aggraver les tensions existant ailleurs, en appuyant ces factions qui ont intérêt au maintien des conflits.
- PRO                    C'est pourquoi les futures négociations sur des mesures de confiance sont si importantes. Les différentes négociations sur le désarmement, par ailleurs, sont à prendre comme formant un ensemble.
- V                    insiste que la Hongrie, elle aussi, est en faveur d'un équilibre des forces au plus bas niveau possible. Si cela ne dépendait que de leur côté, un accord évitant le déploiement des missiles de l'OTAN aurait été atteint depuis longtemps.



Au sujet de l'affaire de l'avion coréen, V estime qu'il est clair que l'URSS, seule à souffrir politiquement de l'incident, n'a certes pas cherché à le provoquer.

PRO sans vouloir se prononcer sur le fond de la question, est d'avis qu'en tout cas, l'URSS a traité l'affaire très maladroitement en tergiversant et en ne voulant pas reconnaître les faits dès les premiers stades.

V rappelle que les Etats-Unis, eux aussi, ont modifié leur position pas à pas. La CIA ne vient-elle pas, selon les journaux du matin, d'admettre qu'il était possible que les Soviétiques aient confondu le Boeing 747 avec un avion militaire américain?...

PRO rétorque que cela n'enlève rien au fait que l'URSS a agi de façon difficilement compréhensible, risquant même de mettre la conférence de Madrid en danger.

V/PRO se quittent en soulignant à nouveau l'importance et l'utilité d'entretenir des contacts bilatéraux soutenus.

Mardi 11.10.83, 14h

Entretien avec M. Tibor Melega, Vice-ministre du Commerce extérieur (M)

---

M décrit nos relations économiques bilatérales comme étant "bonnes, mais non exemptes de problèmes". Elles sont bonnes car, depuis 1974, à la suite des accords alors négociés par PRO, le commerce des produits industriels a été entièrement libéralisé. La Suisse occupe le 6ème rang (après la RFA, l'Autriche, l'Italie, les Etats-Unis et la France) parmi les partenaires occidentaux de la Hongrie. Une centaine d'accords de coopération ont été signés avec des entreprises suisses. Les relations financières sont bonnes, et M rend à nouveau hommage au rôle joué par M. Leutwiler à la BRI, en faveur de la Hongrie. Enfin, les rapports entretenus, à différents niveaux, par des personnalités des deux pays, sont bons.

En revanche, la Hongrie encourt un déficit chronique dans sa balance commerciale avec la Suisse. L'augmentation du volume des échanges, comme il ressort de la comparaison de périodes de cinq ans, a beaucoup baissé et la Hongrie estime pâtir de discriminations douanières, en matière de produits agricoles notamment. De plus, la nouvelle réglementation sur l'exportation de technologie va à l'encontre des principes du GATT et lèse la Hongrie. Le problème a été abordé à la dernière session de la commission mixte. Malgré les difficultés, il faut continuer à chercher les moyens de dépasser ces obstacles.

PRO ne veut pas rejeter ce qui a déjà été répondu aux Hongrois par son collègue de Tscharner à la commission mixte. Si le volume des échanges n'augmente plus de façon spectaculaire, c'est dû essentiellement à la récession générale. Quant aux soldes des balances commerciales, ils doivent être pris dans



leur ensemble, et non pays par pays. Or la balance commerciale hongroise globale est à peu près équilibrée. Le solde entre la Hongrie et la Suisse est dû aux différences structurelles de nos économies. La Hongrie, qui n'est membre ni de l'AELE ni de la CEE, bénéficie cependant de toutes les réductions tarifaires du Tokyo Round du GATT. La favoriser davantage serait violer les règles du GATT. Quant à la révision de l'ordonnance d'application de la loi fédérale sur les mesures de politique économique extérieure, PRO reprend dans tous ses points la "Sprachregelung" connue ainsi qu'elle a été élaborée par l'OFAEE.

M                    cherche des moyens de donner une impulsion nouvelle à nos échanges commerciaux.

PRO                voit un moyen d'arriver à cette fin dans la participation de la Hongrie à la MUBA et au Comptoir suisse.

M                    annonce que la participation de la Hongrie à la MUBA est prévue pour 1984. Afin d'étaler sur deux ans l'effet sur le public de sa présence en Suisse, la Hongrie souhaiterait ne participer au Comptoir suisse comme invité d'honneur qu'en 1985. Ces deux foires, qui ont un grand succès populaire, intéressent vivement la Hongrie.

Dienstag, 11.10.83, 15.20 Uhr  
Unterredung mit Jozsef Marjaj (M), Stellvertretender  
Ministerpräsident

---

Vorauszuschicken ist, dass M in der ungarischen Staatsführung eine Schlüsselstellung einnimmt: er lenkt - im Verein mit dem Zentralkomitee-Mitglied Ferenc Havasi - den gesamten Wirtschaftsbereich. Seine berufliche Laufbahn begann im Aussenministerium (Missionschef in Bern, Prag, Belgrad und Moskau, Vize-Aussenminister und Staatssekretär). M. ist Mitglied des Zentralkomitees, nicht des Polit-Büros.

Während des Besuches von PRO stand M unter argem Zeitdruck: er war soeben aus Prag eingetroffen und reiste sofort nach München weiter. Es ist als Signal zu werten, dass sich M trotzdem mit PRO in aufgeräumter Stimmung und über die Normalzeit hinaus unterhalten hat.

M und PRO tauschen vorerst Erinnerungen an gemeinsame Bekannte und Verhandlungspartner aus. Der Abschluss des Wirtschaftsvertrages von 1973 wird besonders hervorgehoben.

M stellt mit Genugtuung fest, dass sich Ungarn und die Schweiz in den letzten 25 Jahren nähergekommen seien. Er fügt bei, die Konvergenztheorie sei zwar diskutabel, aber immerhin... M äussert sich sehr besorgt über die internationale Lage. Er glaubt, dass die Raketenstationierung in Europa vollzogen werde. Für Ungarn gelte es, die schwierige Periode ohne Schaden zu überleben und auf bessere Zeiten zu hoffen. In der gegenwärtigen Auseinandersetzung werde Ungarn bestrebt sein, sich an der äusseren Flanke der Mässigung zu bewegen.



- PRO weist auf die Resultate der KSZE-Verhandlungen hin und fügt bei, dass die Schweiz sich auch in der CED für friedliche und vernünftige Lösungen einsetzen werde.
- M würdigt den Beitrag der Schweiz während der Madrider-Verhandlungen. Er hofft auf positive Beiträge während der CED.
- PRO fasst die Konsultationen mit Staatssekretär Nagy zusammen: die Gespräche waren konstruktiv und vertrauensvoll. Ungeachtet unterschiedlicher Gesellschaftsformen existieren Gemeinsamkeiten. PRO bezeichnet insbesondere die Wirtschaftsbeziehungen als gut, mit Möglichkeiten der Erweiterung.
- M gab seiner Freude und seinem Dank hinsichtlich der Einladung von Bundesrat Kurt Furgler Ausdruck. Der nähere Termin für den Besuch von M in der Schweiz wird anfangs 1984 festgelegt werden können, M wird zu diesem Zweck von schweizerischer Seite Terminvorschläge erhalten. Einzelheiten sollen auf diplomatischen Wege geregelt werden.

Zum Schluss ersucht der Stellvertretende Ministerpräsident, dem schweizerischen Bundesrat herzliche Grüsse und Wünsche zu übermitteln.

R. Beaujon  
Schweizerischer Botschafter

Mardi 11.10.83, 16h15

Entretien avec M. János Fekete, premier vice-président  
de la Banque nationale hongroise (F)

---

- PRO commence par rappeler que si la question de l'adhésion de la Suisse à l'ONU a été considérée prioritaire par le Conseil fédéral, celle de l'adhésion de notre pays aux institutions de Bretton Woods a aussi fait l'objet d'une décision de principe favorable.
- F la Hongrie, qui n'a pas eu de difficulté à adhérer à ces institutions en 1982, se montre satisfaite de sa qualité de membre. F rend hommage à la BRI et à M. Leutwiler qui a accepté de soutenir la Hongrie par des crédits à court terme de 610 millions de dollars lorsqu'elle avait un problème de liquidité. Le FMI, de son côté, a aussi accordé un crédit de 600 millions de dollars sur six ans, en se convaincant que la Hongrie demeure fondamentalement solvable.
- PRO le problème de la Hongrie se différencie en effet de celui de la Yougoslavie, où se posait aussi un problème de solvabilité.
- F ajoute que dans beaucoup de cas, le problème financier des gros débiteurs n'est pas une crise de liquidité, mais bien leur insolvabilité.
- PRO rappelle les étapes des négociations visant à soutenir la Yougoslavie. Les 1,5 milliards de dollars demandés aux Gouvernements ont été à peu près trouvés une première fois. Mais dans l'avenir, il sera beaucoup plus difficile de convaincre les gouvernements d'allouer de nouveaux crédits à la Yougoslavie.
- F la Hongrie n'a eu aucune difficulté de se plier aux exigences du FMI puisque dès 1978, elle avait introduit d'elle-même une politique d'austérité réaliste.



PRO trop d'Etats se plaignent de la conditionnalité des prêts du FMI. La Hongrie est un des seuls à admettre que cette conditionnalité est raisonnable.

F dans la situation financière internationale actuelle, il n'y a pas d'alternative à la coopération au sein des organisations internationales. Elles seules sont à même d'exercer un effet multiplicateur sur les crédits.

PRO et F sont d'accord que le FMI a besoin de plus de moyens. Ils admettent aussi tous les deux que le déficit du budget américain est le facteur principal qui influence les taux d'intérêt.

F l'inflation en Hongrie est du 7,5 %, ce qui représente une forte augmentation par rapport aux taux de 3 à 4 % des périodes précédentes. Cela est essentiellement dû à des erreurs commises dans la planification de l'approvisionnement en pétrole.

Pour améliorer la productivité de l'économie, l'on propose aux travailleurs d'accomplir des heures supplémentaires à leur propre lieu de travail. La production obtenue ainsi leur est ensuite rachetée. Cela est plus rentable que le travail privé accompli en dehors des 40 heures hebdomadaires légales, souvent non spécialisé, et qui implique des pertes de temps en comptabilité, par exemple.

PRO la sécheresse a-t-elle eu une influence néfaste sur l'agriculture hongroise?

F oui, la production agricole n'a pas atteint l'objectif prévu. Elle est bien supérieure à ce qu'elle était dans les années 70, mais le déficit par rapport aux recettes prévues pèse sur l'économie.

PRO la Hongrie profite-t-elle des adjudications de la Banque Mondiale?

F oui, depuis qu'elle est membre. Avant, elle n'en obtenait aucune.